

Prospérons dans une Suisse à 10 millions

5 mai 2026 - 07:00



Pourquoi torpiller un modèle économique porteur pour des avantages très hypothétiques ?

Jan Bumann, directeur de l'Association de Banques Privées Suisses

Si les implications générales du plafonnement de la population suisse à 10 millions d'habitants ont déjà été largement discutées, ses effets concrets sur l'économie et en particulier sur des secteurs clés comme la finance méritent une attention particulière.

Pour rappel, cette initiative vise à limiter la population résidente en Suisse à dix millions de personnes d'ici 2050, afin de garantir un développement jugé soutenable du pays. En cas d'acceptation, les autorités seraient contraintes de prendre des mesures pour éviter le franchissement de ce seuil. Celles-ci pourraient inclure la résiliation de certains traités internationaux, en particulier l'Accord sur la libre circulation des personnes avec l'Union européenne. L'acceptation de l'initiative remettrait ainsi fondamentalement en question le paquet d'accords des « Bilatérales III », destiné à stabiliser et à développer la voie bilatérale entre la Suisse et l'UE.

Un « oui » lors du scrutin de juin prochain pourrait ainsi anéantir les espoirs des banques suisses d'accéder un jour pleinement au marché européen.

Bien que ce paquet d'accords ne concerne pas directement les services financiers, il constitue une condition sine qua non pour améliorer l'accès du secteur financier suisse au marché européen. Un dialogue est en effet actuellement en cours entre la Suisse et l'Union européenne concernant l'accès au marché des services financiers, sur la base d'une approche dite « spécifique aux établissements ». Celle-ci prévoit que les établissements intéressés puissent s'enregistrer auprès d'une autorité européenne centralisée. Une fois agréés, ils bénéficieraient d'un passeport leur permettant de proposer librement des services bancaires et d'investissement dans l'ensemble de l'Union européenne. Un « oui » lors du scrutin de juin prochain pourrait ainsi anéantir les espoirs des banques suisses d'accéder un jour pleinement au marché européen.

À première vue, l'accès des banques suisses au marché européen peut sembler éloigné des préoccupations du grand public, en particulier pour celles et ceux qui n'évoluent pas dans le secteur financier. Et pourtant, cet enjeu concerne bien au-delà de ses seuls acteurs : en 2024,

le secteur financier représentait près de 10 % des emplois (ETP) en Suisse¹. Or, les difficultés croissantes rencontrées par les établissements pour servir des clients européens depuis la Suisse les contraignent déjà à délocaliser certaines de leurs activités ainsi que les emplois qui les accompagnent. Dans ce contexte, une détérioration des relations avec l'Union européenne ne ferait qu'accentuer cette tendance, avec des conséquences directes pour l'économie et l'emploi dans notre pays.

Par ailleurs, sans accord de libre circulation des personnes, l'attractivité de la place financière en tant que vivier de travailleurs qualifiés serait durement affectée. Cette situation impliquerait un retour au système de contingents avec tous les inconvénients que cela comporte. Une telle évolution encouragerait le développement des activités financières dans des centres plus ouverts aux travailleurs étrangers. Peut-être que les travailleurs qui devraient s'exporter à l'étranger libéreraient effectivement quelques logements en Suisse mais contrairement aux logements, les emplois ne resteraient pas.

Ne nous engageons pas dans une expérience malthusienne : l'Histoire a déjà montré que la restriction démographique n'apporte pas la prospérité. Les analyses économiques et sociologiques démontrent qu'il n'existe aucune corrélation entre augmentation de la population et augmentation de la pauvreté. D'ailleurs, si la population suisse a effectivement augmenté depuis l'entrée en vigueur des premiers accords bilatéraux, notre économie a, elle aussi, connu une progression notable, se classant régulièrement parmi les plus compétitives et résilientes au monde. Certes, la croissance démographique amène son lot de défis mais nous pouvons les relever ensemble : cet élan qui nous a jusqu'ici portés mérite d'être accompagné avec discernement, plutôt qu'interrompu sans réflexion.

À l'heure où notre économie est déjà traversée par de multiples incertitudes, n'en ajoutons pas une couche supplémentaire. Face à une initiative aux bénéfices plus qu'incertains et aux conséquences négatives très concrètes, la prudence s'impose. Il en va de notre prospérité à tous !

¹ BAK Economics, L'importance économique du secteur financier suisse ;